SYRIE

Des groupes terroristes mis en déroute par l'aviation russe

L'aviation russe a bombardé 49 cibles terroristes en Syrie ces dernières 24 heures, notamment des positions du Front al-Nosra, branche d'al-Qaïda en Syrie, et du groupe intégriste autoproclamé «Etat islamique» (Daesh), a annoncé hier le ministère russe de la Défense.

«L'armée russe a continué à bombarder la région de Damas et mis en déroute des centaines de combattants de Daesh, qui ont fui vers Marj al-Soultan, au nord de Damas», a indiqué la Défense russe dans un communiqué.

Les chasseurs et bombardiers de l'aviation russe «ont effectué au total 33 sorties et frappé 49 cibles en Syrie, un peu moins que dimanche (60 cibles)», précise le texte.

Ces bombardements ont été menés dans les provinces d'Alep (nord-ouest), d'Idleb (nord-ouest), de Lattaquié (ouest), de Hama (centre), et dans la région de la capitale, Damas.

A Damas, les éléments de Daesh «sont confrontés à une grave pénurie de munitions et quittent massivement leurs positions», a affirmé le ministère.

«La nuit dernière, nos moyens de reconnaissance ont repéré le départ de plusieurs groupes d'environ 100 combattants chacun vers Marj al-Soultan», au nord de Damas, poursuit le communiqué.

Dans la province d'Idleb, l'aviation russe a détruit un poste de commandement du Front al-Nosra.

Et près de Hama, un bombardier Su-34 a frappé un réseau de galeries souterraines utilisé par les terroristes pour se déplacer dans diverses parties de la ville.

L'appareil a également détruit à Jdeideh, dans la province d'Alep, un atelier de fabrication de roquettes artisanales qui étaient utilisées contre les forces gouvernementales.

Ph. DR.

L'armée russe a déclaré avoir frappé près de Duwayr al-Akrad, dans la province de Lattaquié, un grand camp d'entraînement de Daesh.

Au total, l'aviation russe a détruit ces dernières 24 heures «deux postes de commandement, trois dépôts de munitions, deux bunkers souterrains et plusieurs dizaines de positions d'artillerie», selon la même source.

Sur le plan politique, les Etats-Unis discuteront avec la Russie et leurs alliés dans la région pour tenter d'éviter la destruction totale de la Syrie, a annoncé hier à Madrid le secrétaire d'Etat américain, John Kerry.

«Je reviendrai dans les prochains jours et rencontrerai des dirigeants de Russie, de Turquie, d'Arabie Saoudite et de Jordanie (...) pour explorer les options qui pourraient peut-être permettre de relancer un processus vers une transition en Syrie», a déclaré M. Kerry qui terminait par Madrid un court voyage en Europe.

L'agence russe Ria Novosti a évoqué une rencontre des chefs des diplomaties russe, américaine et saoudienne qui «pourrait avoir lieu à Vienne».

Washington assume la responsabilité «de tenter d'éviter la destruction totale et complète de la Syrie avec ses implications négatives», notamment la vague de migrants fuyant le conflit, a expliqué le secrétaire d'Etat après une rencontre avec son homologue espagnol Jose Manuel Garcia-Margallo.

«Nous avons moralement intérêt à chercher un moyen d'éviter que la catastrophe qui se déroule empire encore.» Déjà, trois quarts des Syriens, 12 millions de personnes, sont déplacés à l'intérieur du pays ou réfugiés à l'étranger, a-t-il poursuivi.

«Le niveau d'immigration en Europe est dangereux» en raison de la difficulté à l'absorber, et «la menace de voir encore plus (de réfugiés) arriver si la violence continue et que la Syrie implose est réelle», a averti M. Kerry.

Une nouvelle vague aurait selon lui des «implications énormes en termes de sécurité», non seulement pour l'Union européenne mais aussi la Turquie, la Jordanie et le Liban.

«Si en revanche, la Russie est là-bas pour nous aider à trouver la voie vers une solution politique et simultanément combattre Daesh, il y a une possibilité d'explorer une voie totalement différente. Nous devons nous asseoir et parler pour explorer ce type de possibilités», a conclu M. Kerry.

LE PREMIER MINISTRE TURC RÉAGIT À LA PROPOSITION DE L'UE À PROPOS DES RÉFUGIÉS :

La Turquie n'est pas un «camp de concentration»

La Turquie n'est pas un «camp de concentration» et refuse d'accueillir de façon permanente sur son sol les réfugiés dont l'Union européenne ne veut pas, a affirmé hier le Premier ministre turc Ahmet Davutoglu.

«Nous ne pouvons pas accepter un accord sur la base suivante : "Donnez-nous de l'argent et ils restent en Turquie". La Turquie n'est pas un camp de concentration», a déclaré M. Davutoglu lors d'un entretien accordé à la chaîne de télévision A Haber, au lendemain d'un entretien à Istanbul avec la chancelière allemande Angela Merkel.

«Je l'ai dit à Merkel. Personne ne doit attendre de la Turquie qu'elle se transforme en un camp de concentration où resteraient tous les réfugiés», a-t-il insisté.

«Mais l'immigration illégale doit être contrôlée», a ajouté le chef du gouvernement, «nous allons donc mettre en place des mécanismes conjoints (à cet effet)».

Bruxelles a annoncé jeudi un «plan d'action» aux termes duquel Ankara s'engagerait à retenir sur son territoire les réfugiés, notamment syriens, qui veulent fuir en Europe, en échange d'une libéralisation du régime des visas pour les citoyens turcs et l'intensification du processus d'adhésion de la Turquie à l'UE.

La Turquie, qui accueille déjà officiellement 2,2 millions de réfugiés syriens, a fait monter les enchères en qualifiant ce plan de simple «projet» et en jugeant le budget proposé par l'UE «inacceptable».

Lors de sa visite en Turquie dimanche, Mme Merkel avait salué l'effort consenti par Ankara pour l'accueil des réfugiés syriens et promis de «redynamiser» le processus de candidature turque à l'UE, au ralenti depuis de nombreuses années.

«Les discussions en la matière sont très prometteuses et continueront», avait-elle dit après un entretien avec le Président Recep Tayyip Erdogan. M. Davutoglu s'est lui réjoui de la «meilleure approche» récemment adoptée par Bruxelles sur le dossier des réfugiés.

APS

DIALOGUE INTER-LIBYEN

Des pays arabes et occidentaux appellent les parties libyennes à adopter le document onusien

Plusieurs pays arabes et occidentaux ont appelé hier dans un communiqué conjoint les Libyens à «adopter immédiatement l'accord politique» qui prévoit la mise en place d'un gouvernement d'union pour sortir le pays du chaos, proposé par l'ONU le 9 octobre.

«Les ministres des Affaires étrangères de l'Algérie, de l'Allemagne, des Emirats arabes unis, de l'Espagne, des Etats-Unis, de la France, de l'Italie, du Qatar, du Royaume-Uni, de la Tunisie et de la Turquie, ainsi que la haute représentante de l'Union européenne pour la politique étrangère, appellent toutes les parties au dialogue politique libyen à adopter immédiatement l'accord politique négocié par le représentant spécial des Nations-Unies, M. Bernardino Leon», selon le communiqué diffusé après la tenue de plusieurs réunions notamment à Genève entre l'ONU et les parties libyennes.

Afin de sortir le pays de la crise, l'émissaire de l'ONU, Bernardino Leon, avait annoncé le 9 octobre, après des mois de négociations entre parties rivales, qu'un consensus avait été trouvé sur le nom d'un Premier ministre, Fayez El-Sarraj, et de 17 ministres d'un gouvernement d'union nationale. La communauté internationale se tient prête à travailler avec le gouvernement d'unité nationale pour le soutenir dans sa lutte contre le terrorisme et à relever ses nombreux défis. La Libye compte deux gouvernements se disputant le pouvoir. Ce pays est le théâtre de combats entre les différents groupes armés sur le terrain. Les autorités non reconnues par la communauté internationale ont rejeté cette proposition quelques jours plus tard, tandis que leurs rivaux du Parlement basé à Tobrouk, dans l'est du pays, ont décidé de tenir une séance spéciale pour décider de leur position.

Le Conseil de sécurité des Nations-Unies avait menacé samedi de sanctions ceux qui entravent ou sapent la réussite de la transition politique en Libye.